



## **Ville de Marseille - Mairie de Marseille**

DGSE-DPP (12202)

### **Cahier des clauses administratives particulières**

**PARC CHANOT - MISSION D'ASSISTANCE A  
MAÎTRISE D'OUVRAGE MULTIDISCIPLINAIRE**

**Numéro de la consultation :** 2021\_12202\_0013

**Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert

**Date de notification :**

## Sommaire

<b>Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	5
1.2 Procédure.....	5
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	5
1.3.1 Décomposition en lots.....	5
1.3.2 Décomposition en tranches.....	6
1.3.3 Décomposition en postes.....	6
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	6
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	6
1.6 Date d'effet du marché.....	6
1.7 Durée du marché - Période de validité.....	6
<b>Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
3.1 Délais.....	8
3.2 Emission des bons de commande.....	8
<b>Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....</b>	<b>8</b>
5.1 Transport et Emballages.....	9
5.2 Lieux d'exécution ou de livraison.....	9
<b>Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - ADMISSION.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....</b>	<b>9</b>
8.1 Durée de garantie.....	9
8.2 Point de départ de la garantie.....	9
<b>Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 10 - CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>10</b>
11.1 Nature du prix.....	10

11.2	Variations du prix.....	10
11.3	Disparition d'indice.....	10
<b>Article 12</b>	<b>- AVANCE.....</b>	<b>11</b>
12.1	Régime de l'avance.....	11
12.2	Dispositions complémentaires.....	11
<b>Article 13</b>	<b>- MODALITÉS DE REGLEMENT.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 14</b>	<b>- PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>	<b>12</b>
14.1	Délais de paiements.....	12
14.2	Intérêts moratoires.....	12
14.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	12
14.4	Présentation des demandes de paiement.....	12
14.5	Dématérialisation des factures.....	13
<b>Article 15</b>	<b>- PENALITES.....</b>	<b>14</b>
15.1	Pénalités de retard.....	14
15.2	Pénalités pour non-respect des obligations environnementales du titulaire.....	14
15.3	Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	14
15.4	Autres pénalités.....	14
<b>Article 16</b>	<b>- RESILIATION - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 17</b>	<b>- CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....</b>	<b>15</b>
17.1	Les contraintes réglementaires.....	15
17.1.1	Le RGS.....	15
17.1.2	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	15
17.1.3	Le Code du Patrimoine.....	15
17.2	Les clauses générales de confidentialité.....	16
17.3	Les contrôles.....	17
17.4	Phase de réversibilité.....	17
<b>Article 18</b>	<b>- LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 19</b>	<b>- LOI APPLICABLE.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 20</b>	<b>- CONFORMITE AUX NORMES.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 21</b>	<b>- ASSURANCES.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 22</b>	<b>- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>19</b>

## Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

### 1.1 Intitulé et Objet des prestations

Intitulé de la consultation :

PARC CHANOT - MISSION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE MULTIDISCIPLINAIRE

### 1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

### 1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

#### 1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Mission d'assistance technique
2	Mission d'assistance financière
3	Mission d'assistance juridique
4	Mission d'assistance exploitation commerciale
5	Mission d'assistance en coordination

#### 1.3.2 Règles de cumul des lots :

Un même candidat ou groupement de candidats peut se voir attribuer plusieurs lots.

#### 1.3.3 Décomposition en tranches

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

#### 1.3.4 Décomposition en postes

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

---

## 1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles

---

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

---

## 1.5 Accord-cadre à bons de commande

---

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Les valeurs données ci-après sont données sur toute la durée du marché :

**Lot n°1 : Mission d'assistance technique**

Montant minimum : Sans objet

Montant maximum : 120 000€ HT

**Lot n°2 : Mission d'assistance financière**

Montant minimum : Sans objet

Montant maximum : 70 000€ HT

**Lot n°3 : Mission d'assistance juridique**

Montant minimum : Sans objet

Montant maximum : 70 000€ HT

**Lot n°4 : Mission d'assistance exploitation commerciale**

Montant minimum : Sans objet

Montant maximum : 70 000€ HT

**Lot n°5 : Mission d'assistance en coordination**

Montant minimum : Sans objet

Montant maximum : 70 000€ HT

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

---

## 1.6 Date d'effet du marché

---

La date de début de la période de validité et d'exécution du marché est la date de notification du marché au titulaire.

---

## 1.7 Durée du marché - Période de validité

---

La durée du marché se définit comme suit : 4 ans ferme.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de **3** mois après la date d'expiration du marché.

## Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

En application de l'article 4.1 du C.C.A.G. PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) du lot concerné et ses annexes désignées ci-après :
- Annexe 1 à l'AE : Le Bordereau de prix unitaires du lot concerné
- Annexe 2 à l'AE : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) propre à chaque lot
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots
- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021
- le Mémoire technique propre à chaque lot
- le tableau de synthèse diagnostic et étude comparative d'équipements événementiels commun à tous les lots à compléter dans le cadre de l'exécution de la part forfaitaire du marché
- le dossier de site commun à tous les lots
- le calendrier de la mission commun à tous les lots

## Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION

### 3.1 Délais

Les délais sont définis dans le CCTP de chaque lot.

La mission se compose de 3 phases bornées comme suit :

- Phase 1 - études préalables : 5 mois à partir de la date de notification du marché ;
- Phase 2 – procédure : de l'achèvement de la phase 1 au 31 décembre 2023 ;
- Phase 3 - suivi de l'exploitation transitoire : du 1er janvier 2024 à la fin de la durée d'exécution du marché.

Ce bornage fixe les échéances maximales de chaque phase.

### 3.2 Emission des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché,
- La désignation de la **prestation** à effectuer
- La quantité commandée,
- Le lieu **d'exécution le cas échéant**,
- Le délai **d'exécution le cas échéant**,
- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande
- La date

La personne habilitée à signer les bons de commande est : **le directeur de la Direction des projets partenariaux ou tout autre personne habilitée par la suite.**

Les bons de commande seront notifiés par **courrier ou par mail** (avec accusé de réception).

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

## **Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES**

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.  
Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## **Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION**

### **5.1 Transport et Emballages**

Les frais de transport ainsi que tous les frais liés à la logistique et aux déplacements du titulaire sont à sa charge.

### **5.2 Lieux d'exécution ou de livraison**

Le Prestataire effectuera les prestations fixées au cahier des charges dans ses propres locaux, dans les locaux de la Ville de Marseille ou dans tout autre lieu nécessaire à la bonne exécution des prestations. Elles seront réalisées conformément aux conditions générales du CCAG PI.

## **Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

Le C.C.T.P. du marché fixe les conditions particulières d'exécution.

## **Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION**

Les vérifications et les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

## Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE

### 8.1 Durée de garantie

Sans objet.

### 8.2 Point de départ de la garantie

Sans objet.

## Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats, et notamment les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière, sont définis à l'article 35 du CCAG PI.

## Article 10 - CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE

La confidentialité et les mesures de sécurité sont soumises aux dispositions de l'article 5 du CCAG PI.

## Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### 11.1 Nature du prix

Marché alloti - prix unitaires et prix global et forfaitaire :

**Concernant la partie forfaitaire de chacun des lots :** le marché est conclu au prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement propre à chacun des lots.

**Concernant la partie à bons de commande de chacun des lots :** le marché est conclu aux prix unitaires figurant en annexe 1 (BPU) à l'acte d'engagement propre à chacun des lots.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

### 11.2 Variations du prix

Les prix fixés à la DPGF et au BPU sont révisables selon les modalités fixées ci-après.

Révision des prix selon formule paramétrique :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".



Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché évoluent de la manière suivante en fonction de l'évolution des conditions économiques. Les prix sont révisables.

Pour déterminer les prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

Les prix sont révisés annuellement à chaque date anniversaire de la notification du marché, en application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) * [0.30 + 0.70 * (I(n)/I(0))]$$

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date limite de remise des offres

I (n) : Valeur de l'indice ING, identifiant n°001711010, pris à chaque date anniversaire de la notification.

I (0) : Même indice pris à la date limite de remise des offres.

### 11.3 Disparition d'indice

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure de prix de la prestation.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'elles.

## Article 12 - AVANCE

### 12.1 Régime de l'avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le

titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

## **12.2 Dispositions complémentaires**

Il n'est pas exigé la production d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire pour le versement de l'avance.

## **Article 13 - MODALITÉS DE REGLEMENT**

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.

Concernant la part forfaitaire, les prestations pourront être payées en plusieurs fois, à l'achèvement de chaque étape, après accusé réception par la Ville de la version finalisée du dernier livrable de ladite l'étape.

Concernant la part à commandes, les prestations seront payées après exécution complète du bon de commande. Pour les bons de commande comprenant des types de prestations dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, les paiements pourront s'effectuer en plusieurs fois, au moment des remises de livrables du bon de commande.

## **Article 14 - PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **14.1 Délais de paiements**

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **14.2 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

### 14.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en oeuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire ainsi qu'à la personne désignée ci-après :

Ville de Marseille

**Direction des projets partenariaux**

**Immeuble Communica - Bâtiment B**

**2 place François Mireur**

13233 MARSEILLE CEDEX 20

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est compté dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

### 14.4 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché sont établies en un original et **deux** copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande [LE CAS ECHEANT]
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG PI.

**Pour les candidats européens sans établissement en France** : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire  
N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

### 14.5 Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le

"portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

**Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.**

## **Article 15 - PENALITES**

### **15.1 Pénalités de retard**

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au titulaire, des pénalités de 100€ HT par jour ouvré de retard seront appliquées. Ces pénalités sont applicables, par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG PI, sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le montant des pénalités de retard ne peut dépasser le montant total **du bon de commande**.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire est redevable des pénalités dès le premier euro.

### **15.2 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales du titulaire**

En application de l'article 16.2 du CCAG PI, **les pièces constitutives de chaque lot** précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché.

En cas de non-respect des obligations prévues en la matière, et conformément à l'article 16.2.3 du CCAG PI, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à **150 euros H.T.**

### **15.3 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail**

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une

pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

#### **15.4 Autres pénalités**

En complément des pénalités prévues ci-dessus, la Ville se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100€ HT par donnée manquante dans le *Tableau de synthèse diagnostic et étude comparative d'équipements événementiels*. Etant précisé que s'entend comme donnée manquante, toute case vide ou dont le contenu ne répondrait pas aux attendus décrits dans les CCTP, à l'exception faite de celles dont la mention "sans objet" peut être indiquée.

### **Article 16 - RESILIATION – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

L'ensemble des dispositions du CCAG PI (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 27 du CCAG PI).

La décision du Maître d'ouvrage d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une phase entraînera, sans indemnités, la résiliation du marché, en application des articles 22 et 38.3 du CCAG PI.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

### **Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES**

#### **17.1 Les contraintes réglementaires**

##### **17.1.1 Le RGS**

Le décret **RGS** (*Référentiel Général de Sécurité*), pris en application de **l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

### 17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

### 17.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant **l'article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## 17.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

**Les données** contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

**La société** prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du

marché ;

- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

### 17.3 Les contrôles

**La Ville de Marseille** se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

**La Ville de Marseille** pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 17.4 Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

## Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

## **Article 19 - LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

## **Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES**

Il n'est pas prévu de dispositions particulières relatives aux normes.

## **Article 21 - ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG PI:

- l'article **15.1** déroge aux articles **14.1.1 et 14.1.3** du CCAG PI